

Panorama

Bulletin d'Information de l'Ambassade des Etats-Unis au Sénégal



18, avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal • Tél. (221) 823 81 24 • Fax : (221) 822 23 45
<http://dakar.usembassy.gov> • Numéro 80 • Mai 2007

Les titres

Revue annuelle conjointe entre l'USAID et le Gouvernement du Sénégal

Une délégation américaine à la prestation de serment du Président Wade

Le programme ACOTA en Afrique privilégie le maintien de la paix

Les E.-U. condamnent les attaques contre des soldats africains au Darfour

L'Initiative du Président Bush sur le Paludisme accorde 8 milliards FCFA au Sénégal

L'USAID aide le Sénégal dans sa lutte contre le paludisme

La Secrétaire d'État souligne l'importance d'une presse libre

Le Sénégal célèbre la liberté de la presse

Distinction TESOL pour un cadre sénégalais

Lutte contre la traite des personnes : lancement d'une base de données

Revue annuelle conjointe entre l'USAID et le Gouvernement du Sénégal

Le 8 mai 2007, l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et le Ministère de l'Economie et des Finances ont passé en revue le cadre de coopération entre l'Agence et le Gouvernement du Sénégal.

Cette revue annuelle conjointe du programme fait le point sur l'état d'avancement et d'exécution des projets financés par l'USAID. Cette année, elle a été co-présidée par l'Ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal, Mme Janice L. Jacobs et le Ministre délégué chargé du Budget, M. Aguibou Soumaré en présence des représentants des ministères techniques concernés.

.../...



Mme Janice L. Jacobs et M. Aguibou Soumaré lors de la cérémonie de clôture de la revue annuelle conjointe



.../...

Nous vous présentons ci-après des extraits du discours de Madame Janice L. Jacobs, prononcé au cours de cette rencontre.

« Je suis très heureuse de participer pour la deuxième fois à cette importante réunion annuelle entre l'USAID et le gouvernement du Sénégal, qui permet de faire le bilan de nos activités de développement et de discuter de notre coopération future.

Les Etats-Unis et le Sénégal ont des liens de longue date de coopération étroite et d'amitié. Nous avons travaillé ensemble dans un certain nombre de domaines d'intérêt mutuel, notamment la promotion des droits de l'homme, la résolution des conflits et les luttes contre le VIH/SIDA et le terrorisme international. Par le biais de divers programmes d'assistance, nous apportons notre soutien aux priorités du gouvernement du Sénégal dans différents domaines, notamment la croissance économique et le développement, la santé, l'éducation, l'agriculture et le maintien de la paix. L'aide totale du gouvernement des Etats-Unis a été supérieure à 55 millions USD en 2006.

En travaillant étroitement avec le gouvernement, l'USAID a réalisé d'importantes avancées en matière de santé, de croissance économique, d'éducation et de soutien au processus de paix en Casamance. Ces programmes comprennent des approches et des initiatives novatrices, comme la prévention et le traitement du paludisme et de la tuberculose, la promotion de partenariats publics-privés, le financement du premier cycle de l'enseignement secondaire et la résolution des conflits.

Au cours de l'année dernière, j'ai eu l'occasion de voir par moi-même bon nombre des activités entreprises par l'USAID. Récemment, je me suis rendue dans la communauté de Mboumba, près du fleuve Sénégal, où j'ai pu voir la façon dont l'USAID contribue à créer de meilleures conditions de vie et d'étude pour presque quatre mille talibés, dans des daaras qui se situent à Coki et dans les environs immédiats.

J'ai également visité dans la région de Fatick des collèges construits avec des fonds alloués par le peuple américain. Ils font partie des trente collèges construits ou rénovés en respectant des normes élevées dans les zones rurales, pour permettre aux jeunes élèves de poursuivre leurs études près de chez eux.

Ce fut également un immense plaisir pour moi de prendre part à Thiès au lancement de la campagne d'imprégnation de cent mille moustiquaires avec du produit insecticide. Cette année, le Sénégal reçoit 16 millions USD pour lutter contre cette maladie et la traiter, grâce à l'Initiative du président des Etats-Unis contre le paludisme. La pulvérisation résiduelle intérieure, l'une des principales nouvelles activités du Sénégal dans le cadre de l'approche de l'Initiative du président des Etats-Unis contre le paludisme, démarrera dans les prochaines semaines dans les villes pilotes de Niore, Richard-Toll et Vélingara.

Outre la lutte menée contre les grandes maladies comme le paludisme, la tuberculose et le VIH/SIDA, l'USAID/Sénégal appuie les systèmes de santé nationaux et locaux qui fournissent des services préventifs et curatifs aux populations, soutient les programmes de planning familial qui permettent aux couples d'avoir des enfants quand ils le souhaitent et aide les communautés à planifier et financer leurs propres services de santé. Le programme de santé de l'USAID a choisi d'axer son travail sur les régions de Kaolack, Kolda, Louga, Thiès et Ziguinchor.

Dans le cadre de notre programme pour la Casamance, nous soutenons le processus de paix à travers des modules de discussion et une assistance technique, qui permettent d'apporter des compétences en résolution des conflits, en négociation, et qui contribuent à créer des perspectives de dialogue. Les bénéfices de cette formation et de cette assistance technique ne se concrétiseront que grâce à une ferme résolution de toutes les parties de faire du règlement du conflit en Casamance une haute priorité.

Les Etats-Unis soutiennent les efforts du gouvernement pour créer les conditions nécessaires au renforcement de sa Stratégie de croissance accélérée, en réduisant le nombre de jours requis pour démarrer une activité commerciale. Du personnel et des ressources complémentaires, ainsi qu'un foyer institutionnel pour la Stratégie de croissance accélérée, amélioreront les chances à court terme du gouvernement d'éliminer les obstacles aux investissements et aux échanges.

A travers cette activité et tant d'autres, les Etats-Unis poursuivent leur engagement à œuvrer en partenariat avec le gouvernement du Sénégal, afin de promouvoir des activités de développement durables et transparentes, qui amèneront la croissance et un avenir plus éclatant au peuple sénégalais ».

Une délégation américaine à la prestation de serment du Président Wade

Mme Elaine Chao, Secrétaire au Travail des Etats-Unis a dirigé la délégation présidentielle venue assister à la cérémonie de prestation de serment de Son Excellence Abdoulaye Wade, Président de la République du Sénégal qui s'est déroulée le 3 avril 2007.

La délégation était composée de Son Excellence Madame Janice L. Jacobs, Ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal ; M. Louis W. Sullivan, Président émérite de l'Université de Médecine Morehouse College et ancien Secrétaire à la Santé ; M. Bobby Pittman, Jr., Assistant Spécial du Président et Directeur pour les Affaires Africaines du Conseil de Sécurité Nationale ; et du Vice-Amiral R. Timothy Ziemer, retraité de la Marine américaine, Coordinateur de l'Initiative Présidentielle sur le Paludisme.

Au cours de la cérémonie de prestation de serment, Mme Chao a fait la déclaration que nous vous proposons ci-après :

« Les membres de la délégation et moi-même sommes extrêmement honorés d'être présents en ce jour historique, afin de représenter le Président des Etats-Unis d'Amérique George W. Bush et le peuple américain à l'investiture de Son Excellence Maître Abdoulaye Wade en qualité de Président de la République du Sénégal.

Nous félicitons le Président Wade pour sa réélection et nous louons le peuple sénégalais pour son engagement manifeste en faveur du processus démocratique ; cet engagement s'est manifesté à travers le taux de participation électorale sans précédent du mois de février dernier. Les Etats-Unis sont fiers d'être présents aux côtés du peuple sénégalais en cette occasion, et nous continuerons à apporter notre soutien aux efforts entrepris afin de construire une démocratie forte et prospère ».

Elaine L. Chao est la 24^{ème} Secrétaire au Travail des Etats-Unis et la première femme asiatique-américaine nommée au cabinet d'un Président dans l'histoire des Etats-Unis. Arrivée d'Asie à l'âge de 8 ans sans parler un mot d'anglais, elle a connu l'expérience de la transition et de l'adaptation à un nouveau pays, ce qui l'a conduite à consacrer l'essentiel de sa carrière professionnelle à défendre l'accès aux chances pour les travailleurs et la possibilité de bâtir de meilleures vies.

Depuis sa confirmation par le Sénat des Etats-Unis le 29 janvier 2001, elle s'est consacrée à l'exécution de la mission du département du Travail : la promotion et la protection de la santé, de la sûreté, de la sécurité des retraites, et de la compétitivité des travailleurs de la nation. Parmi beaucoup de ses réalisations, elle a organisé une Conférence Internationale sur les enfants soldats à Washington, D.C., en mai 2003. En décembre 2003, elle a visité la République démocratique du Congo, le Bénin et le Ghana pour aider à lancer le programme mondial de lutte contre les enfants soldats et d'autres initiatives pour combattre la traite des enfants.



Mme Elaine Chao, Secrétaire au Travail

Le programme ACOTA en Afrique privilégie le maintien de la paix

Partant du principe que les forces les plus à même de maintenir la paix en Afrique sont des forces africaines, les Etats-Unis déploient d'importants efforts en vue de contribuer à la formation spécialisée de soldats de ce continent, a affirmé le coordonnateur de ce programme américain de formation militaire, M. Chip Beck.

Directeur, au département d'Etat, de l'African Contingency Operations Training and Assistance Program (ACOTA), M. Beck a décrit ainsi la mission de cette initiative : « aider les États africains à renforcer les moyens dont ils disposent pour prendre part efficacement aux opérations de maintien de la paix ». Jusqu'ici, a-t-il dit, « les 19 pays auxquels nous nous sommes associés au cours des 10 dernières années nous ont indiqué que nous faisons du bon travail ».

ACOTA est un programme unique en son genre, a-t-il fait observer, car « il s'agit d'un vrai partenariat, par lequel nous formons des formateurs qui à leur tour forment leurs soldats aux techniques de maintien de la paix. En fait, notre travail consiste à faire en sorte qu'à la fin nous n'ayons plus de travail ».

En effet, son objectif à long terme est d'aider l'Union Africaine à se doter d'ici 2010 d'une force de réserve de maintien de la paix efficace, dotée de quelque 25.000 soldats et capable de



Des militaires sénégalais participant à une formation organisée dans le cadre du programme ACOTA

s'auto-régénérer, a déclaré M. Beck. Les forces africaines représentent actuellement le tiers environ des 100.000 soldats de maintien de la paix déployés dans le monde.

Les partenaires des Etats-Unis au sein de ACOTA sont les suivants : l'Afrique du Sud, le Bénin, le Botswana, le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Gabon, le Ghana, le Kenya, le Malawi, le Mali, le Mozambique, la Namibie, le Niger, le Nigeria, l'Ouganda, le Rwanda, le Sénégal, la Tanzanie et la Zambie. À la fin de leur stage, des unités de ces pays sont affectées à des opérations de maintien de la paix en République démocratique du Congo (RDC), au Liberia, au Burundi, en Côte d'Ivoire, au Soudan/Darfour, en Somalie et au Liban.

Le Congrès paraît satisfait de ACOTA puisqu'il en a régulièrement reconduit le budget depuis sa création en 1997 motivée par la nécessité d'aider des Etats africains à se stabiliser à la suite de cessez-le-feu et de négociations de paix fructueuses.

« Notre mission est celle d'un engagement positif avec les appareils militaires africains, à l'appui des objectifs de maintien de la paix de l'Union Africaine », a affirmé M. Beck. « ACOTA a déjà assuré des stages de recyclage et de perfectionnement à 92.000 soldats, l'objectif étant d'en former 228.000 d'ici 2010 ».

Agissant en collaboration étroite avec le bureau Afrique de la direction de la sécurité internationale du ministère américain de la défense, des militaires engagés sous contrat par ACOTA, généralement des officiers retraités, forment des unités triées sur le volet par les pays coopérants.

La formation, d'une durée habituelle de deux mois, comprend l'escorte de convois, les opérations de contrôle et de désarmement, la manipulation des armes, la prise en charge des réfugiés, les négociations et les techniques de commandement de petites unités. La formation des officiers ainsi que des exercices destinés au personnel des quartiers généraux de tous niveaux - bataillon, brigade, force multinationale - font également partie du programme.

ACOTA assure aussi la distribution de matériels autres que des armes, notamment des uniformes, des chaussures, des groupes électrogènes, des détecteurs de mines, du matériel médical de campagne et des appareils de purification de l'eau. On dispense également des cours d'information et de prévention en matière de sida.

Les E.-U. condamnent les attaques contre des soldats africains au Darfour

Les Etats-Unis sont en train de réfléchir aux « prochaines mesures diplomatiques » qui peuvent être envisagées pour pousser le gouvernement soudanais à autoriser le déploiement de forces de maintien de la paix au Darfour afin d'y instaurer la sécurité et la stabilité.

Le 2 avril, le porte-parole du département d'État, Sean McCormack, a affirmé qu'il existait divers leviers diplomatiques, dont les sanctions bilatérales et multilatérales. Il a déclaré que le gouvernement Bush était à l'heure actuelle en train d'envisager ces options, en consultation avec ses partenaires internationaux.

Lors de pourparlers organisés en novembre 2006 en Ethiopie, le président soudanais, Omar el-Béchir, s'était engagé, en principe, à autoriser le déploiement en trois phases d'une force hybride des Nations unies et de l'Union Africaine forte de 15.000 hommes. Ces hommes viendraient en renfort aux contingents de l'Union Africaine déjà sur le terrain et qui ont atteint les limites de leurs capacités.

« Nous n'avons détecté aucune action du gouvernement soudanais indiquant qu'il s'apprêtait à autoriser le déploiement de la force hybride », a déclaré M. McCormack, ajoutant que le président Béchir avait tenté d'ajouter des conditions qui, « nous en sommes persuadés, réduiraient l'efficacité de cette force ».

« A l'évidence, la pression que nous, et d'autres, avons tenté d'exercer est jusqu'à présent demeurée inefficace. En conséquence, nous devons trouver autre chose ».

M. McCormack a ajouté que les responsables américains continuaient d'espérer parce que le président Béchir avait laissé entrevoir un éventuel changement de la position du Soudan durant de récents pourparlers avec le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, en Arabie saoudite.

Toutefois, a-t-il ajouté, le déploiement d'une force au Darfour est incontournable. « Ces troupes doivent être en mesure d'assurer la sécurité, non seulement pour le peuple du Darfour, mais aussi pour le personnel humanitaire. Il faut créer des conditions de stabilité suffisantes pour commencer à mettre en œuvre l'accord de paix au Darfour ».

Le porte-parole a par ailleurs admis qu'il y avait toujours des problèmes au niveau du recrutement de troupes pour cette force. Le Soudan s'est attaché à envoyer des messages

« subtils » suggérant que ces forces pourraient se retrouver dans un environnement contraignant. Il a également laissé entendre que seuls les pays africains pouvaient fournir des troupes. Selon M. McCormack, l'imposition d'un tel critère nuirait à l'efficacité de la force.

En réponse à une question sur l'attaque perpétrée le 2 avril à l'ouest du Darfour contre la force de l'Union Africaine et qui a tué cinq soldats sénégalais, M. McCormack a condamné l'incident et demandé au gouvernement soudanais de traduire les auteurs de l'attaque en justice.

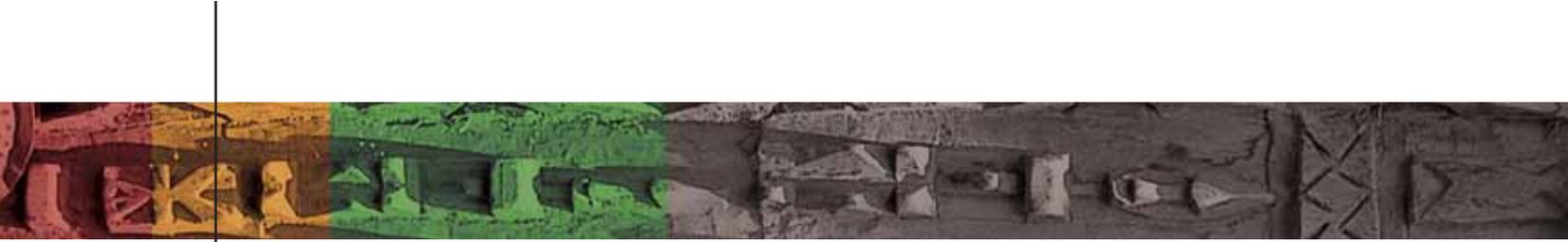
Il semble que le gouvernement soudanais se livre à des manœuvres délibérées d'intimidation contre le personnel humanitaire qui travaille au Darfour, a indiqué aux journalistes le secrétaire d'État adjoint, M. John Negroponte, le 23 avril, mettant en garde le Soudan contre un isolement encore plus profond s'il refusait l'accès de la région aux membres d'une force internationale de maintien de la paix.

S'étant rendu au Soudan le 16 avril et y ayant rencontré le président Omar el-Béchir, M. Negroponte a expliqué que lorsqu'il s'agissait de permettre au personnel humanitaire d'accéder aux personnes dans le besoin, le dossier du gouvernement n'était « guère encourageant ».

« Le refus de visas, le harcèlement du personnel humanitaire et les autres mesures prises donnent l'impression que le gouvernement du Soudan s'est engagé dans une campagne délibérée d'intimidation », a-t-il dit. Et si l'accord passé au début d'avril entre le Soudan et l'Organisation des Nations unies en vue de faciliter les opérations humanitaires est une source d'encouragement, l'Administration Bush n'a pas constaté d'amélioration depuis et continuera de surveiller de près la situation.

« Le gouvernement du Soudan aurait même créé des complications supplémentaires pour le personnel humanitaire depuis l'accord », a-t-il précisé, citant notamment la demande qui est faite à ces personnes de quitter le pays pendant une certaine période de temps si leur organisme employeur change.

Il faut que le Soudan désarme les milices djandjawids qui dépendent de son appui, a-t-il insisté, et que « tous les groupes rebelles non signataires cessent leurs attaques, rendent les armes et s'assoient à la table de négociation ».



L'Initiative du Président Bush sur le Paludisme accorde 8 milliards FCFA au Sénégal

Cette année, les Etats-Unis vont allouer 16 millions USD au Sénégal pour prévenir et traiter le paludisme dans le cadre de l'Initiative du Président Bush sur le Paludisme (PMI). Le Sénégal fait partie des 15 pays bénéficiaires.

L'appui du PMI touchera toutes les régions du pays avec les principales activités de prévention et de traitement suivantes :

- former le personnel de santé à traiter les cas de paludisme en utilisant les ACT qui sont présentement les médicaments les plus efficaces ;
- prévenir le paludisme chez les femmes enceintes par l'utilisation de médicaments prophylactiques, notamment la sulfadoxine pyriméthamine ;
- distribuer des moustiquaires imprégnées de longue durée et promouvoir leur utilisation ;
- mener des opérations d'aspersion intra-domiciliaire.

L'Agence américaine pour le développement internationale (USAID) et ses partenaires ont déjà achevé une enquête nationale sur la situation du paludisme au Sénégal et ré-imprégné plus de 87.000 moustiquaires ; le mois prochain, ils vont démarrer des campagnes d'aspersion intra-domiciliaire dans les districts de Niore, Richard Toll et Vélingara.

De même, ils commenceront la distribution de 200.000 moustiquaires imprégnées aux enfants, avant le début du prochain hivernage, lors des journées nationales de micronutriments. D'autre part, le programme de subvention de moustiquaires de longue durée est en train d'être étendu, de 20 structures sanitaires dans 6 districts à 184 structures dans 24 districts, sur 5 des 11 régions du pays. Ce programme cible les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans.

S'adressant à la presse le 25 avril, Son Excellence Mme Janice Jacobs a annoncé que « les Etats-Unis célèbrent leur première Journée de Sensibilisation sur le Paludisme en même temps que la Journée Africaine du Paludisme au Sénégal ». Elle a réaffirmé que « tous les Américains sont solidaires du peuple sénégalais dans la lutte contre cette maladie et partagent avec lui le grand espoir d'un avenir meilleur pour les enfants et familles d'Afrique ».

Partout en Afrique, le PMI est en train de sauver des vies touchant déjà plus de 6 millions de personnes. Cette année, avec l'expansion du PMI, pas moins de 30 millions de personnes

devraient bénéficier de mesures de traitement et de prévention. Son démarrage rapide, au cours de la première année, a produit d'importants résultats dont notamment la protection de plus de 2 millions de personnes à travers des campagnes d'aspersion intra-domiciliaire, la distribution ou la ré-imprégnation de plus de 2 millions de moustiquaires, l'achat de plus de 1,2 million de doses d'ACT et de 1 million de kits de test de diagnostic rapide, et la formation de 10.000 agents de santé en prévention et/ou traitement du paludisme.

Le PMI est une initiative inter-agences sous la conduite de l'USAID avec comme partenaires clés le département de la Santé et des Services Sociaux, ainsi les Services de Contrôle et de Prévention des Maladies. Son but est d'appuyer les efforts des programmes nationaux de lutte contre le paludisme pour réduire de 50% les décès dus au paludisme dans 15 pays cibles d'Afrique en prenant en charge 85% des groupes les plus vulnérables – les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes – par des mesures de prévention et de traitement dont l'efficacité est avérée.

L'engagement du Président Bush d'apporter un montant de 1,2 million USD sur 5 ans constitue un effort sans précédent dans la lutte contre le paludisme.

De plus, le nouveau programme communautaire de lutte contre le paludisme (MCP) d'un montant de 30 millions USD qui vient d'être lancé va offrir à de nouveaux partenaires dans les 15 pays cibles du PMI, des subventions destinées à appuyer les efforts des communautés et organisations locales pour combattre le paludisme. Il vise à bâtir des programmes de lutte durable en Afrique.

Le MCP va identifier et habiliter des groupements à devenir de nouveaux partenaires dans la lutte antipaludique en Afrique, avec les objectifs spécifiques suivants :

- identifier de nouvelles organisations particulièrement aptes à travailler au niveau communautaire dans les pays cibles du PMI;
- augmenter les capacités locales à entreprendre des activités communautaires de prévention et de traitement du paludisme;
- renforcer l'appropriation à la base de la lutte antipaludique pour le long terme;
- étendre la couverture des interventions du PMI et du PNLN à plus de bénéficiaires.

L'USAID aide le Sénégal dans sa lutte contre le paludisme

Les habitants de Khombole connaissent bien l'utilité de la moustiquaire imprégnée qui, non seulement les protège contre le paludisme, mais aussi éloigne ces insectes nuisibles qui les mordent et troublent leur sommeil. On sait aussi que les femmes enceintes et les jeunes enfants sont les plus vulnérables au paludisme qui constitue une dangereuse menace pour leur vie.

De nombreuses familles sénégalaises peuvent se payer une moustiquaire imprégnée à 3500 FCFA pour les moins chères, mais beaucoup d'autres ne le peuvent pas. Lorsque ces moustiquaires sont disponibles dans les structures de santé publiques, elles sont vendues à 1000 FCFA mais l'offre est incertaine avec de fréquentes ruptures de stocks et un choix limité. Mais à Khombole et dans cinq autres districts sanitaires du pays, existe un système particulier qui est en train de se propager.

Le projet NetMark de l'USAID fournit des carnets de bons de moustiquaires ainsi que des formations pour la prise en charge des femmes enceintes et jeunes enfants dans les structures sanitaires. Lorsque ces patients se présentent dans les structures, les agents leur parlent de la moustiquaire imprégnée et vérifient s'ils en utilisent ; dans le cas contraire, ils leur remettent un bon personnalisé d'une valeur de 2500 FCFA à échanger contre une moustiquaire au niveau de la pharmacie de la structure de santé. C'est exactement ce qu'a fait Ami Dioume.

« C'est la première moustiquaire de notre famille » dit cette femme enceinte, mère de quatre enfants, qui vient d'échanger son bon en sus d'une participation de 1000 FCFA, au centre de santé de Khombole. Et d'ajouter : « Ma fille de deux ans avait le palu et c'est en venant la faire traiter ici que j'ai appris l'existence des moustiquaires. J'en veux pour protéger ma famille » sous les yeux du Vice-Amiral en retraite R. Timothy Ziemer, Coordonnateur du programme paludisme des Etats-Unis.

Les fabricants de moustiquaires imprégnées effectuent des visites périodiques dans les structures de santé, collectent les bons échangés et renouvellent les stocks de moustiquaires. Le projet NetMark leur rembourse les valeurs des bons. Ainsi, tout le monde y gagne : les comités de santé qui tirent un petit profit de l'opération et ont intérêt à ce que les bons soient remboursés et les moustiquaires utilisées ; les distributeurs privés qui vendent et assurent l'existence de stocks permanents dans toutes les structures participantes.

Etant donné que les bons sont destinés uniquement aux femmes enceintes et jeunes enfants, et sont marqués à cet effet, l'appui de l'USAID va effectivement à ces groupes vulnérables. Les agents et structures de santé offrent de meilleurs services à leurs clients et, au bout du compte, les groupes vulnérables sont mieux protégés contre le paludisme.

Dans les 20 structures participantes en fin 2006, près de 90% des femmes qui ont reçu des bons les ont effectivement utilisés en payant une contribution minimale. Ainsi, 22.302 moustiquaires sont allées à des familles qui peuvent bénéficier du suivi effectué par les comités de santé, sur la base des données enregistrées, pour assurer une bonne utilisation des articles.

D'ailleurs le programme a connu un tel succès, en termes d'atteinte des groupes vulnérables et d'élimination des ruptures de stock, qu'il est présentement étendu à cinq régions du pays. Grâce au nouveau financement attendu de l'Initiative du Président Bush sur le paludisme, le système de bons sera bientôt effectif sur l'ensemble du pays. Dans ce cadre, seules des moustiquaires imprégnées longue durée d'une valeur accrue de 3000 FCFA seront mises en service, permettant ainsi aux populations de faire un gain de 500 FCFA pour mieux combattre le tueur numéro un du pays.



Le Vice-Amiral en retraite Timothy Ziemer, Coordonnateur du programme paludisme des Etats-Unis et le docteur Toumani Touré, médecin-chef du district de Khombole, en discussion avec Ami Dioume, venue échanger son bon de moustiquaire imprégnée.

La Secrétaire d'État souligne l'importance d'une presse libre

Le 10 avril, la Secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice, a rendu hommage aux journalistes qui, a-t-elle dit, « se trouvent sur la ligne de front pour rendre compte de certains des conflits les plus durs du monde », rappelant que bien souvent les journalistes font le sacrifice de leur vie pour que le public ait des informations.

Mme Rice s'adressait aux participants du Programme Edward Murrow sur le journalisme, fruit d'un partenariat entre le département d'État, l'Institut Aspen, un organisme international sans but lucratif qui a son siège à Washington, et 12 grandes écoles de journalisme américaines. Quelque 200 journalistes du monde entier dont la Sénégalaise, Mme Marième Bâ Niang (conseillère en communication, Fond National pour la Promotion de la Jeunesse), se sont penchés sur les pratiques journalistiques aux États-Unis.

Ce second programme annuel, dont le nom rend hommage à Edward Murrow, un des grands noms de l'histoire du journalisme américain qui a été directeur de l'Agence d'information des États-Unis entre 1961 et 1964, a duré jusqu'au 28 avril.

Après avoir souhaité la bienvenue aux journalistes, Mme Rice a précisé que le programme à l'intention des journalistes,

qui a été mis sur pied par le bureau des affaires éducatives et culturelles, avait pour objectif d'encourager le dialogue sur les questions essentielles de politique étrangère.

« Il n'existe pas de pilier de la démocratie plus important qu'une presse libre et active », a fait valoir Mme Rice, rappelant que l'un des pères fondateurs de la nation, M. Thomas Jefferson, avait qualifié la presse libre de « quatrième pouvoir » sans lequel « le peuple ne pouvait être assuré que ses vues seraient connues de ses dirigeants et sans lequel il ne pouvait connaître les vues de ces derniers ».

Dans les pays où la liberté fait défaut, a souligné Mme Rice, ce sont les journalistes qui mettent leur vie en danger et essaient de donner des informations au monde extérieur pour que ces endroits deviennent libres. « Les journalistes ne sont donc pas de simples rapporteurs d'événements importants, ils jouent aussi un très grand rôle pour faire en sorte que ces événements se concrétisent », a-t-elle déclaré.

Hommage a été aussi rendu aux journalistes le 3 mai, à l'occasion de la Journée internationale de la liberté de la presse, au cours de laquelle les États-Unis et les Nations unies, entre autres, se sont efforcés de sensibiliser le monde à l'importance de la liberté de la presse.



Photo de famille, dans la cour du département d'Etat, des participants au programme Murrow dont Mme Marième Bâ Niang (4^{ème} à partir de la droite, 1^{ère} rangée)

Le Sénégal célèbre la liberté de la presse

A l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, l'Ambassade des Etats-Unis, en partenariat avec le Syndicat des Professionnels de l'Information et de la Communication du Sénégal (Synpics), a organisé des séminaires sur le thème « Les Médias et le processus démocratique », tenus dans les villes de Saint-Louis (2 mai) et Dakar (4 mai).

Animés par Ronald Wimer, journaliste américain, consultant et expert sur les questions de média, le séminaire de Saint-Louis a vu la participation d'une vingtaine de correspondants en provenance de Louga, Dagana, Podor, Matam et Saint-Louis, pendant que celui de Dakar a réuni une vingtaine de journalistes basés dans la capitale.

Nous vous proposons, ci-après, des éléments du discours prononcé à l'ouverture du séminaire de Dakar, par Son Excellence Janice L. Jacobs, Ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal.

« C'est un plaisir pour moi de vous accueillir à l'auditorium de l'Ambassade des Etats-Unis pour l'atelier sur les médias et le processus démocratique qui s'y déroulera aujourd'hui et qui aura pour but de promouvoir le débat et le consensus sur des questions essentielles relatives à l'éthique journalistique, à la couverture des élections et au reportage sur les conflits.

Lors de la Journée mondiale de la liberté de la presse, les Etats-Unis et le Sénégal, à l'instar de la communauté internationale, ont rendu hommage aux sacrifices courageux faits par les journalistes du monde entier pour présenter les faits et favoriser un débat éclairé au sein de la société – même au prix de leur vie et de leur liberté.

La liberté de la presse est essentielle dans une société civile dynamique et une démocratie saine. Une presse libre informe et éduque le public, permet d'avoir un contrôle sur le pouvoir et fait entendre la voix de ceux qui sont persécutés ou marginalisés dans la société. Les libertés des médias permettent ainsi l'expression pacifique et la concurrence des idées sur lesquelles repose la démocratie.

Les sociétés démocratiques ne sont pas infaillibles, mais elles ont l'obligation de rendre des comptes – et une presse libre est l'un des piliers de l'obligation de rendre des comptes dans le cadre de la bonne gouvernance. Les journalistes sont souvent les premiers à démasquer la corruption, à rendre compte depuis les lignes de front des zones de conflit et à attirer l'attention sur les faux-pas des gouvernements.

Une constante de la politique étrangère des Etats-Unis est de soutenir et de favoriser la croissance des pratiques et institutions démocratiques dans toutes les nations et les cultures. Ici, au Sénégal, nous avons cherché à promouvoir la liberté de la presse dans le cadre de notre aide au peuple et au gouvernement du Sénégal, qui s'élève à plus de 55 millions USD pour 2006.

Nous invitons des éditeurs et des journalistes américains à venir au Sénégal pour partager leurs opinions et leurs expériences avec leurs homologues – on peut citer comme exemple récent Monsieur Ronald Wimer, journaliste et consultant dans le domaine des médias qui, en collaboration avec le SYNPICS, dirige cette semaine à Dakar et Saint-Louis des ateliers axés sur l'éthique journalistique et le reportage en période électorale.

Par ailleurs, à la veille des élections présidentielles au Sénégal, l'ambassade des Etats-Unis s'est jointe à l'UNESCO et au SYNPICS pour sponsoriser un séminaire et une série de discussions cherchant à rassembler l'ensemble des parties prenantes de la société – partis politiques, ONG, entités gouvernementales et commissions électorales – avec pour thème principal le rôle et la responsabilité des médias pendant les élections.

En partenariat avec des gouvernements, des institutions multilatérales, des ONG et des personnes, les Etats-Unis se sont engagés à promouvoir une presse libre et active. Aussi aimerais-je saluer vos contributions individuelles à la consolidation et la croissance continue du système démocratique du Sénégal ».



Photo de famille des participants au séminaire de Saint-Louis

Distinction TESOL pour un cadre sénégalais de Orange Sonatel

Le 21 mars 2007, le Directeur Général de Orange Sonatel Mobiles, M. Charles Léon Ciss, a reçu des mains du Chargé de communication du TESOL (Teachers of English to Speakers of Other Languages, Inc.), M. John Segota, une haute distinction à Seattle, une ville du Nord Ouest des Etats-Unis. C'était au cours de la session plénière marquant l'ouverture de sa Convention Annuelle, que l'organisation internationale TESOL a honoré M. Ciss pour sa contribution appréciée à la promotion de la langue anglaise.

Depuis de nombreuses années en effet, par son appui personnel et le soutien qu'il prodigue au nom de la Société Nationale dont il est un cadre éminent, M. Ciss ne ménage aucun effort pour accompagner toutes les initiatives de l'Association Nationale des Professeurs d'Anglais (APAS) et les manifestations des clubs d'étudiants. Conscient très tôt de l'importance de cette langue à tous les niveaux des échanges internationaux, des sciences et de la vie professionnelle, ce manager qui siège dans plusieurs structures internationales de télécommunications, ne manque aucune occasion pour encourager la pratique.

C'est cet engagement sans faille aux côtés de l'APAS, seule association d'enseignants d'Afrique de l'Ouest affiliée à TESOL, que les responsables de l'Organisation internationale ont tenu à honorer. Cette affiliation est le fruit d'un long partenariat entre l'Association et le Bureau des programmes d'anglais de l'Ambassade des Etats-Unis qui lui a ouvert la voie, grâce à la coopération qui unit l'Ambassade et le Ministère de l'Education Nationale du Sénégal.

TESOL regroupe, de par le monde, plus de treize mille enseignants et professionnels de l'anglais parmi ses membres, et c'est devant un parterre de quelque mille cinq cent d'entre eux que la distinction a été remise à M. Charles Léon Ciss, dans les locaux du prestigieux Centre d'Exposition et de Conférences de la ville de Seattle.



M. Charles Léon Ciss recevant son prix des mains de M. John Segota



STATE ALUMNI
YOUR GLOBAL COMMUNITY

Si vous avez déjà bénéficié d'un programme d'échange, d'une bourse d'étude ou d'un stage de formation aux U.S.A octroyés par l'Ambassade des États-Unis ou par l'USAID, le Bureau des Affaires Publiques vous invite à rejoindre le **Alumni Association** (l'Association des Anciens Boursiers).

En devenant membre du Alumni Association, vous avez la possibilité d'explorer le site web des Alumni qui regroupe les anciens boursiers du monde entier.

La communauté Alumni vous donne la possibilité de :

- garder le contact avec les autres participants de votre programme d'échanges ainsi que vos hôtes aux Etats-Unis ;
- partager des idées avec les autres Alumni qui représentent 150 pays et tous les Programmes d'échanges du Gouvernement Américain ;
- faire des recherches dans votre profession et de trouver des informations dans l'amélioration de votre carrière ;
- participer à des discussions en direct avec des leaders et experts de ce monde

Pour plus de détails, prière contacter: **Kiné Diakhaté Sow** - Alumni Coordinator - E-mail: Diakhatefk@state.gov

Merci de votre enthousiasme !

Lutte contre la traite des personnes : lancement d'une base de données

L'ONG « Connexions Sans Frontières », en collaboration avec le Ministère de la Femme, de la Famille, du Développement social et de l'Entreprenariat féminin et l'Ambassade des Etats-Unis au Sénégal, a procédé le 26 mars à Dakar au lancement officiel du projet d'information sur la traite des personnes, par le système informatique de base de données.

Ce programme de l'Ambassade américaine est une assistance accordée au Ministère pour l'expansion du centre Ginndi, l'installation d'une base de données pour la recherche d'informations relatives à la traite des personnes, aux trafiquants, et aux initiatives du gouvernement en matière de traite, et d'une campagne de sensibilisation et d'information adéquate sur la traite des personnes et sur l'enregistrement des naissances. L'Ambassade des Etats-Unis a déjà financé une base de données similaire au profit de la police judiciaire.

Le lancement a été co-présidé par Mme Janice L. Jacobs, Ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal et Mme Aïda Mbodj, Ministre de la Femme, de la Famille, du Développement social et de l'Entreprenariat féminin, en présence de plusieurs acteurs du secteur comme M. Cheikh Hamidou Kane, Président du Conseil d'Administration du Partenariat pour le Retrait et la Réinsertion des Enfants de la Rue (PARRER).

Dans son discours, Mme Jacobs a dit que « la traite des personnes est un grave fléau qui entrave l'épanouissement des personnes victimes, sur le plan social, économique et sanitaire. C'est un phénomène transfrontalier, contre lequel nul Etat ne peut lutter seul et qui exige une coopération internationale ».

« Mon pays ne ménagera aucun effort pour soutenir les autorités sénégalaises dans leur lutte quotidienne pour enrayer cette pratique ignoble au Sénégal et dans la sous-région. Au cours de ces dernières années, nous avons participé activement aux efforts que le gouvernement sénégalais a entrepris pour faire du Sénégal un pays modèle en matière de lutte contre la traite des personnes », a-t-elle ajouté.

Ledit projet, dont le financement s'élève à 1 million 300 mille FCFA, a permis, à ce jour, de recueillir des données sur plus d'un million d'enfants au Sénégal et dans la sous-région. Ce système d'information, utilisé par l'ensemble

des acteurs aux niveaux national et sous régional, constitue un début de solution dans le processus de maîtrise et de compréhension de ce fléau. De plus, la mise en place de l'unité de veille de la mendicité infantile va faciliter la protection et l'insertion des enfants de la rue, et œuvrer à l'éradication de toute forme d'exploitation des enfants en Afrique.

Le 6 décembre 2006, l'Ambassade des Etats-Unis, en collaboration avec le Haut Commissariat aux Droits de l'Homme et à la Promotion de la Paix et l'Union des Magistrats du Sénégal, a organisé un atelier sur la lutte contre la traite des personnes dont l'objectif fut de contribuer à la vulgarisation de la loi du 29 Avril 2005 relative à la lutte contre la traite des personnes et pratiques assimilées,

Lors de l'atelier, qui a été présidé par Maître Mame Bassine Niang, Ministre, Commissaire aux Droits de l'Homme, l'Ambassade a organisé également une visioconférence animée par l'Ambassadeur John Miller, principal conseiller du département d'Etat pour les questions liées à la lutte contre la traite des personnes. Au sein du département d'Etat, le Bureau de lutte contre la traite des personnes coordonne des activités du gouvernement des Etats-Unis dans la lutte contre l'esclavage des temps modernes, à savoir le travail forcé et l'exploitation sexuelle qui touche, chaque année, environ 600.000 à 800.000 femmes, enfants, et hommes à travers le monde.

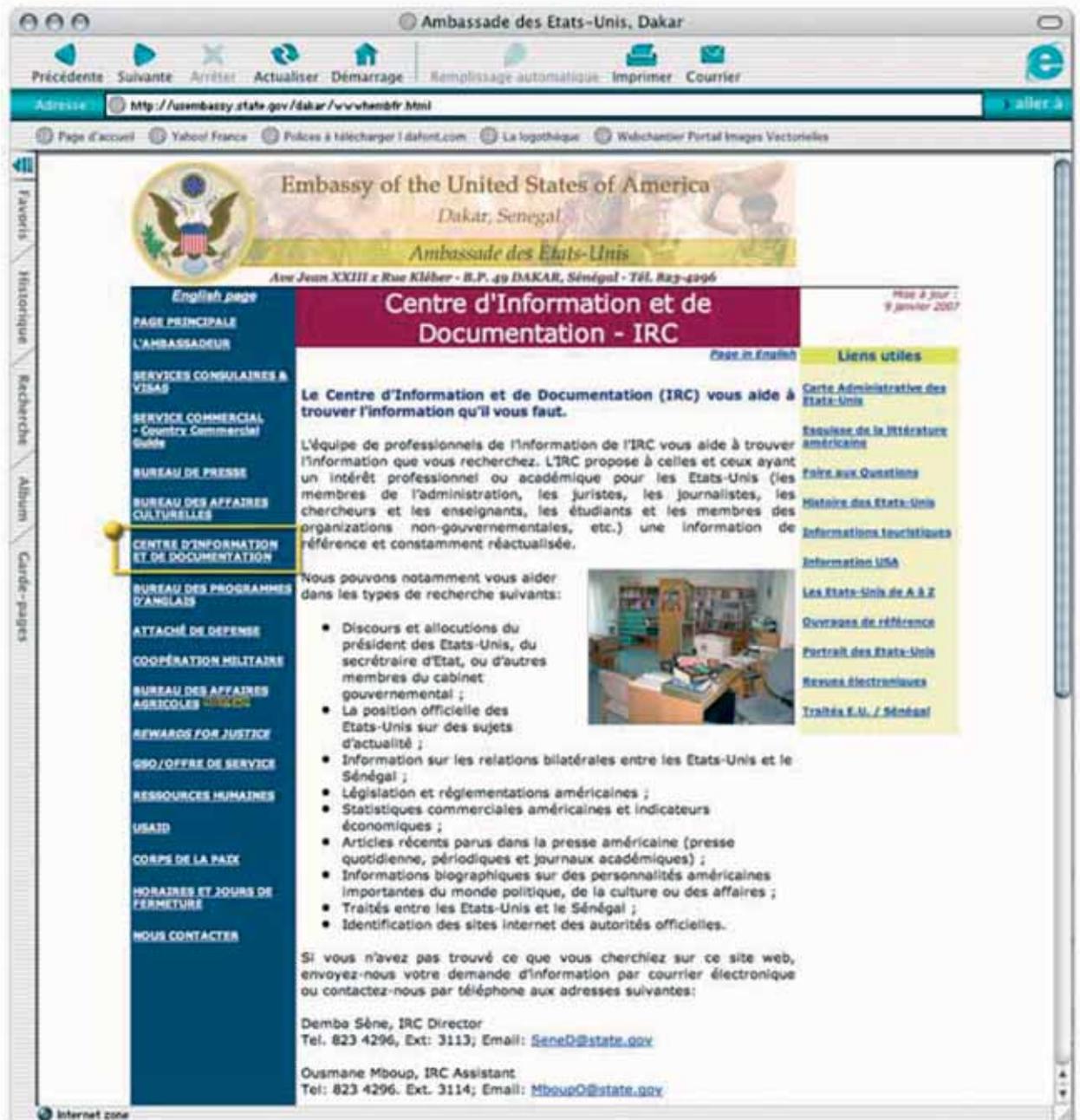


M. Makwé Fet du Centre d'écoute de Kaolack recevant un appareil électronique des mains de Mmes Janice L. Jacobs et Aïda Mbodj

Quoi de neuf sur le site de l'ambassade ?

Le Centre d'Information et de Documentation de l'Ambassade des Etats-Unis (Information Resource Center) vous souhaite la bienvenue à sa nouvelle page web, votre portail sur l'Amérique! Vous y trouverez de l'information thématique: sciences économiques et politiques, business et management, environnement, NTIC, santé, etc.

<http://dakar.usembassy.gov>



Embassy of the United States of America
Dakar, Senegal
Ambassade des États-Unis
Ave Jean XXIII x Rue Kléber - B.P. 49 DAKAR, Sénégal - Tél. 823-4296

English page

Centre d'Information et de Documentation - IRC

Le Centre d'Information et de Documentation (IRC) vous aide à trouver l'information qu'il vous faut.

L'équipe de professionnels de l'information de l'IRC vous aide à trouver l'information que vous recherchez. L'IRC propose à celles et ceux ayant un intérêt professionnel ou académique pour les Etats-Unis (les membres de l'administration, les juristes, les journalistes, les chercheurs et les enseignants, les étudiants et les membres des organisations non-gouvernementales, etc.) une information de référence et constamment réactualisée.

Nous pouvons notamment vous aider dans les types de recherche suivants:

- Discours et allocutions du président des Etats-Unis, du secrétaire d'Etat, ou d'autres membres du cabinet gouvernemental ;
- La position officielle des Etats-Unis sur des sujets d'actualité ;
- Information sur les relations bilatérales entre les Etats-Unis et le Sénégal ;
- Législation et réglementations américaines ;
- Statistiques commerciales américaines et indicateurs économiques ;
- Articles récents parus dans la presse américaine (presse quotidienne, périodiques et journaux académiques) ;
- Informations biographiques sur des personnalités américaines importantes du monde politique, de la culture ou des affaires ;
- Traités entre les Etats-Unis et le Sénégal ;
- Identification des sites internet des autorités officielles.

Si vous n'avez pas trouvé ce que vous cherchez sur ce site web, envoyez-nous votre demande d'information par courrier électronique ou contactez-nous par téléphone aux adresses suivantes:

Demba Sène, IRC Director
Tel: 823 4296, Ext: 3113; Email: SeneD@state.gov

Ousmane Mboup, IRC Assistant
Tel: 823 4296. Ext. 3114; Email: MboupO@state.gov

Liens utiles

- Carte Administrative des Etats-Unis
- Esquise de la littérature américaine
- Faire aux Questions
- Histoire des Etats-Unis
- Informations législatives
- Information USA
- Les Etats-Unis de A à Z
- Ouvrages de référence
- Portrait des Etats-Unis
- Revue électronique
- Traités E.U. / Sénégal

Panorama

Directeur de la publication : Paul HOUGE

Rédacteur en chef : Oumar WATT

Composition : Angelita MENDY

Conception - Réalisation : POLYKROME

18, avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal

Tél. (221) 823 81 24 • Fax: (221) 822 23 45

<http://dakar.usembassy.gov>

